

Unité Départementale de la Somme

Glisy, le 28/05/2024

Équipe 3

Affaire suivie par : Julien DHEILLY

Tél. : 03 22 38 32 00

Courriel : cecile.schmidt@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : 2024-E30044

Objet :

Installations classées pour la protection de l'environnement – Seveso seuil bas
Société TEREOS STARCH AND SWEETENERS EUROPE (TSSE) à Mesnil Saint Nicaise

Références :

1) Dossier de porter-à-connaissance A23-189 relatif au projet de création d'un nouveau poste de déchargement de farine qui permettra au site de redémarrer l'amidonnerie et les ateliers du « pôle aval ».

Pièces jointes :

- 1) Examen du dossier
- 2) Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Par transmission du 4 mars 2024, la société TSSE (Tereos dans la suite du rapport) a adressé à l'inspection des installations classées les dossiers de porter-à-connaissance référencés ci-dessus.

Le présent rapport a pour objet d'examiner la demande faite par l'exploitant et de proposer à Monsieur le préfet de la Somme les suites administratives à engager.

I. Présentation du demandeur et de la société

La société TEREOS est implantée sur une plateforme industrielle d'une superficie de 60 hectares, occupée en partie par la société AJINOMOTO FOODS EUROPE et d'autre part par TEREOS, sur une surface de 38 hectares.

TEREOS exploite une usine capable de traiter 800 000 tonnes de blé par an pour produire une palette étendue de produits :

- des sirops de glucose, avec toute une gamme de finitions possibles,
- des protéines de blé : gluten ou protéines solubles de blé,
- des co-produits : pellets, son...
- des alcools surfin, mauvais goût et fléchissement,
- des polyols sous forme liquide ou cristalline.

Les activités exercées sur le site sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 Février 2015.

II. Examen des demandes

L'examen des demandes est présenté en annexe 1 du présent rapport.

III. Propositions de l'inspection des installations classées

Par courrier du 4 mars 2024, la société TEREOS située à Mesnil-Saint-Nicaise a porté à la connaissance de monsieur le préfet de la Somme un projet :

- de création de 3 nouveaux postes de déchargement de farine
- de remise en service du poste de déchargement existant.


Ces modifications permettront de pallier la destruction du moulin et d'assurer le fonctionnement de l'usine, le temps de la construction d'un nouveau moulin.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que ces modifications ne sont pas substantielles au titre des articles R. 122-2 et R. 181-46 du code de l'environnement mais qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

Par conséquent, nous proposons à monsieur le préfet de la Somme d'encadrer ces modifications par arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens est joint en annexe 2 du présent rapport. Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose de ne pas consulter les membres du CODERST sur ce projet.

Rédacteur

L'adjoint à la cheffe de l'équipe 3



Julien DHEILLY

Vérificateur

L'inspectrice de l'environnement
spécialité installations classées



Cécile SCHMIDT

Approbateur

Le chef de l'unité départementale
de la Somme



Bastien VANMACKELBERG

Annexe 1

Examen du dossier

1. DESCRIPTION DU SITE

La société TEREOS est implantée sur une plateforme industrielle d'une superficie de 60 hectares, occupée en partie par la société AJINOMOTO FOODS EUROPE et d'autre part par TEREOS, sur une surface de 38 hectares.

TEREOS exploite une usine capable de traiter 800 000 tonnes de blé par an pour produire une palette étendue de produits :

- des sirops de glucose, avec toute une gamme de finitions possibles,
- des protéines de blé : gluten ou protéines solubles de blé,
- des co-produits : pellets, son...
- des alcools surfin, mauvais goût et fléchissement,
- des polyols sous forme liquide ou cristalline.

Le site est situé à Mesnil-Saint-Nicaise. L'environnement immédiat est constitué par :

- À l'est : La société NIGAY Hauts de France et la voie privée permettant l'accès aux deux sites (anciennement RD35), des terrains agricoles (appartenant à TEREOS), la RD15 puis la zone d'activités industrielles de Nesle,
- Du sud-est au sud-ouest : la société AJINOMOTO FOODS EUROPE, et la ligne de chemin de fer Amiens-Tergnier-Laon et au-delà, les sociétés KOGEBAN et INNOVAFEED, la gare de Nesle et les RD 337 et 1337, et enfin les habitations de la commune de Nesle,
- Du nord-est à l'ouest : la route départementale D930 de déviation de Nesle, puis des terrains agricoles et le hameau de Mesnil-Le-Petit (commune de Mesnil-Saint-Nicaise).

Effectifs 279 permanents

2. PRÉSENTATION DES DOSSIERS DE PORTER-À-CONNAISSANCE

2.1. Nature et raison du projet

L'établissement TEREOS de Mesnil-Saint-Nicaise a subi le 9 novembre 2023 un important incendie qui a détruit le moulin du site. Suite à ce sinistre et pour assurer la continuité de l'activité, le site envisage de se faire livrer de la farine depuis des meuneries extérieures à TEREOS, le temps des travaux.

Ainsi, le projet consistera en :

- la création de 3 nouveaux postes de déchargement de farine,
- la remise en service du poste de déchargement existant.

Le projet présenté est une solution temporaire qui n'a pas vocation à être pérennisée sur le site. Les silos de farine seront de nouveau approvisionnés depuis le moulin, et non depuis les nouveaux postes de déchargement de farine, une fois le moulin reconstruit et la capacité nominale atteinte, ce qui pourrait prendre entre 12 et 18 mois.

Une fois le moulin reconstruit, les installations seront toutefois conservées et pourront être utilisées ponctuellement en cas de besoin.

3. Impact sur la situation administrative

Selon les déclarations de l'exploitant, le projet ne modifie pas la situation administrative du site telle que décrite à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 mars 2009

4. Impacts du projet

→ Trafic

En attendant la réparation du moulin, la livraison de farine va engendrer un trafic d'environ 200 à 260 camions par semaine. À titre de comparaison, le site réceptionne 80 à 100 camions de blé par jour en marche normale.

Ainsi, TEREOS conclut que tant que le moulin ne sera pas remis en service, le flux global des camions sera inférieur au trafic habituel sur le site.

Avis de l'inspection des installations classées

Le projet n'engendre pas d'augmentation du trafic routier durant la période de reconstruction du moulin.

→ Bruit

Les compresseurs associés aux nouveaux postes de déchargement constituent la principale source de bruit et de vibrations du projet. Le fournisseur a réalisé des tests de bruit pour ces équipements. Les résultats obtenus à 1 mètre dans une enceinte fermée sont les suivants :

- $L_p - dB(A)$: 68,5
- $L_{p,lin} - dB$: 77,2

Compte tenu de l'ambiance sonore générale du site, de la localisation des compresseurs ainsi que de la décroissance du niveau sonore avec les distances, il n'est pas attendu d'impact significatif concernant les niveaux sonores générés par le site.

Avis de l'inspection des installations classées

De par la taille des compresseurs mais également vu leur localisation et la décroissance du niveau sonore avec la distance, le bruit généré par les compresseurs ne présente pas un impact significatif en limite de propriété.

L'exploitant est tenu de respecter les niveaux sonores en limite de propriété comme défini à l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1999.

→ **Risque Technologique**

L'exploitant n'a pas retenu d'effet domino en lien avec le projet d'installation des nouveaux postes de dépotage.

Une explosion primaire au niveau des nouveaux postes de déchargement est susceptible de générer une explosion secondaire au niveau du silo. Toutefois, l'étude de danger réalisée dans le dossier de porter à connaissance ainsi que le complément apporté par l'exploitant en 2020 permet de conclure qu'une explosion au niveau des postes de déchargement et des silos ne présenterait pas d'impact à l'extérieur du site.

Avis de l'inspection des installations classées

Les modifications apportées par le projet ne sont pas de nature à modifier l'étude de danger réalisée par l'exploitant.

Les mesures de prévention proposées par l'exploitant sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral.

ARRÊTÉ

Installations classées pour la protection de l'environnement Société TEREOS STARCH AND SWEETENERS EUROPE à MESNIL-SAINT-NICAIRE Arrêté préfectoral complémentaire

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT à compter du 24 juillet 2023 ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination du M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2023 donnant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 autorisant la SAS AMYLUM France à exploiter une usine de fabrication de glucose sous diverses formes utilisant le blé comme matière première ;

Vu les actes délivrés à la SAS AMYLUM France puis TATE LYLE France puis TEREOS SYRAL et enfin TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE, les autorisant à exploiter les installations classées de l'établissement de fabrication de glucose sous diverses formes, d'éthanol et de polyols par hydrogénation de solution de sucres, implanté sur le territoire des communes de MESNIL-SAINT-NICAISE et NESLE ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, à l'inspection des installations classées, par courrier du 04 mars 2024 relatif au projet de création de trois lignes de dépotage de farine complémentaires.

Vu le rapport et les propositions en date du **xx** de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier/courriel du **XX, reçu le XX** ;

Vu l'absence d'observation formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti/les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courrier **du XX** ;

Considérant ce qui suit :

- 1. La société TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l’environnement au 46 rue de Nesle de la commune MESNIL-SAINT-NICAISE, sous couvert notamment de l’arrêté préfectoral d’autorisation d’exploiter et d’actes complémentaires.
- 2. Par courrier du 04 mars 2024, la société TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE a transmis, à l’inspection des installations classées, un dossier de porter-à-connaissance visant à la création de trois nouvelles lignes de dépotage de farine complémentaires.
- 3. Au vu des éléments transmis, l’inspection des installations classées a jugé, dans son rapport en date du xx/xx/xx, que ces modifications sont notables et non substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l’environnement ;
- 4. Conformément aux dispositions prévues par l’article R. 181-45 du code de l’environnement, ces modifications doivent être actées par voie d’arrêté préfectoral complémentaire.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, certaines dispositions des arrêtés préfectoraux autorisant la société TEREOS STARCH & SWEETENERS, dont le siège social est situé ZI Portuaire – B P 32 – F-67390 Marckolsheim, à exploiter ses installations au B P 70007 – 46, rue de Nesle, sur le territoire de la commune Mesnil-Saint-Nicaise sont modifiées par les articles ci-dessous.

ARTICLE 2. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d’autorisation du 25 Août 2011	Article 1.2.3 Consistances des installations autorisées	Complété par l’article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral d’autorisation du 25 Août 2011	Titre 7 Prévention des risques technologique	Complété par l’article 4 du présent arrêté

Article 3 : Consistance des installations autorisées

L’article 1.2.3 est complété par les dispositions suivantes :

- Installation temporaire de dépotage de farine comprenant les équipements suivants :
 - 3 compresseurs
 - 3 séparateurs
 - 3 refroidisseurs

Article 4 : Dépotage de farine et prévention des risques technologique

L'exploitant assure la formation du personnel interne :

- à l'utilisation des installations et aux risques associés à l'usage de l'installation,
- aux risques associés en zone ATEX Poussières,
- aux consignes de sécurité et d'intervention en cas d'incident.

L'exploitant actualise l'ensemble de son système documentaire et notamment :

- les consignes de sécurité associées aux quatre installations de dépotage de farine, la liste des mesures de maîtrise des risques proposées dans la notice de danger du dossier de porter à connaissance du 04 mars 2024 et des opérations de maintenance. Cette liste est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.
- les plans de réseaux et de canalisation
- le Plan d'Opération Interne.

L'exploitant assure un nettoyage régulier de la zone de dépotage pour limiter le risque d'apparition de zone ATEX.

ARTICLE 5. – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie Mesnil-Saint-Nicaise. Une copie de l'arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie Mesnil-Saint-Nicaise pour être tenue à la disposition du public.

Procès-verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire à la préfecture de la Somme.

L'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture, pour une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif d'Amiens ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 7. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la maire de d'Amiens, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Procter & Gamble.

Amiens, le XX

Le préfet